

Énergie

Le plan gazier dans les starting-blocks

● La première tranche aura une capacité de 5 milliards de m³, et sa réalisation nécessitera 5 à 8 ans, pour un coût global de 2,5 milliards de dollars. La priorité consistera à remplacer le fuel dans la production d'électricité.

Le Maroc consomme déjà près de 800 millions de mètres cubes de gaz naturel annuellement, une quantité qui est appelée à décupler au cours de la décennie. Ce combustible fossile, le moins polluant parmi les hydrocarbures, est appelé à s'ériger en source d'énergie importante dans le mix énergétique du royaume. Il faut dire que le plan gazier est dans les starting-blocks, et l'annonce du démarrage de la réalisation d'une première tranche devrait inter-

venir dans les prochains jours, ou au plus tard dans les semaines qui viennent. «La décision devrait être annoncée très prochainement par le gouvernement, et consiste en l'introduction du gaz naturel liquéfié dans le mix énergétique national», nous livre Mohamed Fettah, président de la Fédération de l'énergie de la CGEM. «La capacité de la première tranche est estimée à 5 milliards de mètres cubes et sa réalisation devrait s'étaler sur 5 à 8 ans, pour un coût global estimé à 2,5

milliards de dollars», détaille Fettah. L'État n'a évidemment pas les moyens de mobiliser l'ensemble de ce budget. Il devra donc impliquer les opérateurs privés, dont beaucoup sont d'ores et déjà intéressés par cette activité.

Prendre le relais du fuel

Maintenant, dans la pratique, le plus gros problème lié à l'introduction du gaz naturel dans le mix énergétique marocain concerne la logistique. En effet, il faut d'abord disposer d'un ter-

minal d'accueil qui recevra les importations de gaz naturel liquéfié via des méthaniers. Ces derniers devront être déchargés. Le gaz déchargé devra ensuite être stocké. Le gaz liquéfié devra ensuite être gazéifié pour être transporté dans des gazoducs vers les lieux de consommation. Le premier destinataire de ces volumes sera les centrales thermiques, notamment celles qui tournent aujourd'hui au fuel, et qui devront être converties. «La priorité aujourd'hui est de remplacer le fuel dans toute la partie de production d'électricité», estime le président de la Fédération de l'énergie. Le gouvernement semble ainsi vouloir passer à l'action, après que des débats stériles sur l'adoption d'un code gazier aient traîné pendant d'interminables années. ●

PAR OTHMANE ZAKARIA
o.zakaria@leseco.ma